



12-10-2012

La lutte s'étend partout

Afrique du Sud: la lutte de classe

La multinationale minière, Anglo American Platinum (Amplats), premier producteur mondial de platine, tente par tous les moyens de briser la grève des 28 000 mineurs qui luttent depuis 3 semaines pour de meilleurs salaires. Après avoir licencié 12 000 d'entre eux pour grève illégale, 500 autres sont à leur tour menacés de licenciements pour avoir fait grève et le 4 octobre, un dirigeant syndicaliste était assassiné chez lui. 7 personnes ont été tuées dans des affrontements avec la police. 10 personnes ont été tuées lors de la fusillade de la mine de Marikana et 23 arrêtées le 16 août dernier, près de Johannesburg, où 34 mineurs ont péri, dix autres personnes avaient été tuées, 234 avaient été arrêtées. Cette répression a suscité une immense vague d'indignation. Les grévistes abattus froidement par la police nous renvoient à l'époque de l'apartheid, du massacre de Sharpeville, des émeutes de Soweto. « **Communistes** » condamne sans réserve cette attaque brutale et meurtrière de l'Etat Sud-Africain contre les mineurs en grève qui sont de plus en plus déterminés. Ils sont rejoints dans leur lutte par les transporteurs routiers qui exigent, eux aussi, des hausses de salaires. Actuellement environ 100 000 personnes, mineurs et transporteurs routiers sont en grève en Afrique du Sud. La répression policière et patronale ne peut mettre en échec ce puissant mouvement revendicatif.

Le mécontentement ne cesse de croître dans le pays, toutes les menaces, la répression, les licenciements n'ont fait que renforcer la détermination des travailleurs. La revendication en faveur de la nationalisation des mines gagne du terrain. A ce jour, 40 % de la population vit avec moins de 2,5 dollars par jour. Nous apportons notre soutien aux grévistes dans leur lutte pour un salaire décent et pour la nationalisation des mines, premier pas vers la nationalisation des grands leviers de l'économie. C'était pourtant la politique de la « Charte de Liberté » de l'ANC mais ses dirigeants collaborent et plient les genoux devant les grandes multinationales.

Avec la lutte, un grand changement peut s'ouvrir.

Indonésie : Vague de grèves

Mercredi dernier, plus de 200.000 ouvriers manifestaient dans les rues de Djakarta.

Deux millions d'ouvriers indonésiens de 700 entreprises étaient en grève dans tout le pays. Ils réclamaient une hausse des salaires et la suppression des contrats d'embauche de travailleurs intérimaires. Les travailleurs indonésiens montrent qu'ils ne veulent plus se laisser exploiter.

Tunisie : les travailleurs de Sidi Bouzid en grève

Le Premier ministre tunisien a procédé sous la pression au changement du gouverneur de la région de Sidi Bouzid, mais pas au changement de politique. Berceau des luttes tunisiennes, la situation sociale n'a pas changé en Tunisie, les chômeurs réclament du travail, la réponse des dirigeants reste la répression. A la suite de l'interpellation de dizaines de manifestants, la population de la région, a répondu par la grève générale samedi dernier. Le mouvement s'étend, à leur tour les enseignants de la région sont en grève illimité à partir de lundi. Tout cela vient s'ajouter à une longue liste des grèves dans le pays : les conducteurs de train, les journalistes, les travailleurs de la ville de Tataouine, etc.

Grèce : la mobilisation se poursuit

Les initiatives de mobilisation contre le gouvernement et sa politique se multiplient. Le 3 octobre, 500 ouvriers des chantiers navals de Skaramangas ont assiégé le ministère de la Défense. Ils réclamaient le paiement de leur salaire, impayés depuis 6 mois. Dans d'autres secteurs, les travailleurs du métro et des tramways ont décidé 48h de grève avec pour objectif la coordination des luttes.

Portugal : les manifestants font reculer le gouvernement

Le Premier ministre portugais, prévoyait que les cotisations sociales des salariés passeraient de 11 à 18 %, tandis que celles des patrons diminueraient. La réponse de la population ne s'est pas fait attendre: des centaines de milliers de manifestants ont protesté dans tout le pays en descendant dans la rue. Les nouvelles manifestations ont obligé le gouvernement à revoir sa copie en annulant les augmentations de cotisations prévues. Au Portugal comme partout il n'y a que la lutte pour faire annuler les mesures d'austérités, les plans de licenciements décidés par le capital avec l'aval du gouvernement.

www.sitecommunistes.org